

# ACTION URGENTE

## ZAMBIE. UN TRIBUNAL REPORTE SON VERDICT DANS UNE AFFAIRE CONCERNANT DES HOMOSEXUELS

**Le 30 mai, le tribunal de première instance de Kapiri Mposhi a reporté *sine die* la lecture de son verdict dans l'affaire James Mwape et Philip Mubiana.**

Le 30 mai, le tribunal de première instance de Kapiri Mposhi devait rendre son verdict dans l'affaire concernant **James Mwape** et **Philip Mubiana**. Ces deux hommes sont détenus depuis plus d'un an, accusés d'avoir eu des relations sexuelles « contre-nature ». Mais en raison des retards du procureur, l'affaire a été repoussée *sine die*.

Le 6 mai 2013, la police du district de Kapiri Mposhi, dans la province du Centre de la Zambie, a arrêté Philip Mubiana et James Mwape, tous deux âgés de 21 ans, dans le village de Ndeke. C'est la deuxième fois qu'ils étaient arrêtés pour des relations homosexuelles présumées, ce que le Code pénal zambien considère comme un crime. Les deux hommes ont été interpellés une première fois le 25 avril 2013, et placés en détention au poste de Kapiri Mposhi jusqu'au 2 mai, date à laquelle ils avaient été libérés sous caution.

Après la deuxième arrestation, ils ont subi de force des examens rectaux effectués par des médecins du service public. Détenus au centre de détention provisoire de Mpima à Kabwe, capitale de la province du Centre, ils ont comparu pour la dernière fois devant un tribunal le 30 mai 2014 : ils sont inculpés de relations sexuelles « contre-nature », au titre de la section 155 du Code pénal. Le 24 janvier, le dernier témoin de l'accusation a livré son témoignage. James Mwape et Phillip Mubiana seraient très affectés par leur situation.

Les examens rectaux effectués sans le consentement des personnes concernées enfreignent l'interdiction absolue par le droit international de la torture et de toute autre peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant. De tels examens sont extrêmement invasifs, abusifs et humiliants, et sont réalisés pour des raisons fondées sur une forme de discrimination. De plus, les examens rectaux médico-légaux n'ont absolument aucune valeur pour établir l'existence de rapports consentis.

James Mwape et Phillip Mubiana plaident tous deux non coupables. Pour des raisons de sécurité, les actions engagées dans cette affaire ne doivent faire AUCUNE référence de quelque sorte à la sexualité des deux accusés.

**DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :**

- dites-vous inquiet que le procès de Philip Mubiana et James Mwape pour des relations homosexuelles consenties soit discriminatoire et bafoue les droits de ces hommes à la liberté d'expression et à la vie privée ;
- demandez aux autorités de libérer ces deux hommes immédiatement et sans condition ;
- exhortez-les à mettre fin aux arrestations et au harcèlement dont sont victimes certaines personnes en raison de leur orientation sexuelle réelle ou supposée.

**ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 JUILLET 2014 À :**

Président

HE Mr Michael Sata  
Office of the President  
PO Box 30208 Lusaka, Zambie  
Fax : +260 211 252545

**Formule d'appel : Your Excellency,  
/Monsieur le Président,**

Procureur général

Mr Mumba Malila  
Ministry of Justice  
PO Box 50106  
Fairley Road, Ridgeway  
Lusaka, Zambie  
Courriel : mumbamalila@yahoo.com  
**Formule d'appel: Dear Attorney  
General,/ Monsieur le Procureur  
général,**

**Messages de solidarité à :**

Philip Mubiana et James Mwape  
Zambia Prisons Service  
Mpima Prison  
P.O Box 80022 Kabwe, Zambie  
**Message proposé : Pleinement  
solidaire,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Zambie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 124/13. Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/AFR63/001/2014/fr>.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## ZAMBIE. UN TRIBUNAL REPORTE SON VERDICT DANS UNE AFFAIRE CONCERNANT DES HOMOSEXUELS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Attention, considérer Philip Mubiana ou James Mwape comme homosexuels pourrait mettre ces deux hommes en plus grand danger en Zambie et leur nuire au cours du procès.

Aux termes du Code pénal zambien, l'homosexualité est considérée comme un crime et, s'ils sont déclarés coupables, les deux hommes encourrent au moins 14 ans de prison. Cette affaire intervient alors que de hauts responsables du gouvernement ont fait des déclarations incendiaires, invitant la population à signaler toute personne soupçonnée d'être homosexuelle ou de « promouvoir l'homosexualité ».

L'arrestation de quiconque en raison de son orientation sexuelle réelle ou présumée ou de son identité de genre s'apparente à de la discrimination et constitue une atteinte aux droits à la non-discrimination, à l'égalité devant la loi, à la liberté d'expression et à la vie privée, entre autres. Les lois qui érigent en infraction les relations homosexuelles entre adultes consentants ou l'expression de l'identité de genre sanctionnent l'exercice légitime de ces droits, qui sont pourtant inscrits dans plusieurs traités internationaux ratifiés par la Zambie.

Amnesty International s'inquiète du fait que l'espace pour les droits humains en Zambie se rétrécit sous le gouvernement actuel. Les libertés fondamentales sont de plus en plus menacées, les opposants politiques, la société civile et les minorités sexuelles étant systématiquement réduits au silence.

Noms : Philip Mubiana et James Mwape  
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 124/13, AFR 63/002/2014, 3 juin 2014